

Des organisations se préoccupent de plus en plus des violences faites aux femmes et mènent à cet effet des actions de sensibilisation en vue de pallier ce fléau. Plusieurs organisations ont entrepris des tournées à travers le pays pour tenter de porter un coup de frein à la pratique.

Tout comme à Man (ouest) où le Centre d'excellence des femmes a organisé des activités début juin pour tenter d'amener les femmes à tourner le dos à cette pratique jugée "néfaste et dégradante", un atelier de sensibilisation a réuni récemment à Bouaké (centre) des femmes de la région et plusieurs acteurs du domaine de la lutte contre ces types de violence.

"Il importait pour nous de procéder à un échange d'idées et à un partage d'expériences en matière de lutte contre les violences faites aux femmes", avait énoncé la représentante d'une Institution.

La directrice régionale du ministère de la famille et des affaires sociales, Mme Ouattara Mariam, avait pour sa part salué les initiatives et les actions au profit des femmes, et promis l'implication du gouvernement dans "ce combat pour la dignité de la femme".

A Bouna au nord-est du pays, la situation des femmes est plus alarmante au regard des violences répétées et multiformes perpétrées sur la gent féminine.

"Chez nous, les femmes sont séquestrées, violées quand elles vont au champ.

Malheureusement, en raison de la tradition, elles n'ont pas droit à la parole pour dénoncer ces faits dot elles sont victimes.", confie François Hien, ressortissant de Doropo (département de Bouna).

"Dans nos traditions, il y a également les mariages forcés des jeunes et petites filles que l'on pourrait classer dans le registre des violences faites aux femmes et qui donc condamnables.", ajoute-t-il.

Selon des statistiques officielles, la pratique de l'excision touche plus de 70% des femmes dans les régions du nord et du nord-ouest du pays.

"38% des femmes âgées de 15 à 45 ans ont été excisées avec un taux supérieur à 70% dans le Nord et le Nord-Ouest, 57% à l'Ouest, 50% au Centre-Nord, 21% au Nord-Est, 20% au Centre-Est et 13% au Centre", a révélé la ministre ivoirienne de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, citant l'Enquête démographique et de Santé à indicateurs multiples de 2011-2012.

La ministre a relevé que cette pratique occasionne de graves conséquences sur le bien être de la femme et de la fille.

Pour Anne Ouloto, de nombreuses femmes souffrent en silence à cause de cette pratique "sans fondement qui constitue une violation grave des droits fondamentaux de la Femme".

Compte tenu de l'ampleur de la situation dans cette partie du pays, les populations en général et les chefs traditionnels en particuliers ont été conviés à des séminaires de sensibilisation sur les violences faites aux femmes.

Au sortir des rencontres, les chefs de village et chefs traditionnels se sont dit prêts à collaborer avec les organismes compétents pour mettre fin à ces pratiques.

Les violences faites aux femmes se présentent sous diverses formes en Côte d'Ivoire dont notamment la bastonnade des femmes dans les foyers par les époux, et les mutilations génitales et les violences psychologiques subies par nombre de femmes. Selon des statistiques

officielles, l'excision touche entre 100 et 140 millions de femmes et de filles dans le monde. La lutte engagée par la société civile depuis quelques années se poursuit afin d'enrayer le fléau ou tout au moins l'amener à des proportions raisonnables.

Pour sa part le gouvernement ivoirien a mis en place une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, qui prend en compte la prévention, la protection, le relèvement des victimes et la réinsertion des auteurs en vue d'une réduction ou de l'éradication de ce fléau.

Source: french.china.org